

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Baie-Comeau

Code géographique : 96020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jeanie Caron, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Baie-Comeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-06-22

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Baie-Comeau,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **VILLE DE BAIE-COMEAU** (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Baie-Comeau inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point

Les états financiers consolidés de la Ville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 16 septembre 2019.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport du maire, mais ne comprennent pas les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

· Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Mallette S.E.N.C.R.L.*¹

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

Baie-Comeau, Canada
Le 22 juin 2020

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A128584

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations	
		2019	2018 Redressé note 22
Revenus			
Taxes	1	45 469 273	43 898 205
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 906 975	2 611 668
Quotes-parts	3		
Transferts	4	5 553 722	7 269 851
Services rendus	5	20 412 295	18 906 049
Imposition de droits	6	667 373	604 250
Amendes et pénalités	7	741 433	714 832
Revenus de placements de portefeuille	8		(8 500)
Autres revenus d'intérêts	9	603 123	455 121
Autres revenus	10	897 995	264 798
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	77 252 189	74 716 274
Charges			
Administration générale	14	8 743 401	8 393 938
Sécurité publique	15	6 182 090	5 794 305
Transport	16	12 232 600	11 193 322
Hygiène du milieu	17	11 491 217	10 796 293
Santé et bien-être	18	428 730	396 444
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 939 334	4 667 573
Loisirs et culture	20	10 064 010	9 414 571
Réseau d'électricité	21	14 090 595	13 020 199
Frais de financement	22	4 488 784	4 431 406
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	72 660 761	68 108 051
Excédent (déficit) de l'exercice	25	4 591 428	6 608 223
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	141 092 241	134 686 617
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27	(203 491)	(406 090)
Solde redressé	28	140 888 750	134 280 527
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	145 480 178	140 888 750

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
			Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	12 762 593	1 980 519
Débiteurs (note 5)	2	43 070 261	55 866 993
Prêts (note 6)	3	342 291	352 291
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 254 372	1 313 538
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	100 000	100 000
	8	57 529 517	59 613 341
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	8 998 045	11 001 812
Revenus reportés (note 12)	12	2 151 690	1 966 885
Dette à long terme (note 13)	13	99 692 122	107 961 017
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	7 689 800	7 463 300
	15	118 531 657	128 393 014
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(61 002 140)	(68 779 673)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	201 503 277	205 336 012
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	2 269 213	2 000 731
Stocks de fournitures	19	1 647 399	1 302 581
Autres actifs non financiers (note 17)	20	1 062 429	1 029 099
	21	206 482 318	209 668 423
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	145 480 178	140 888 750

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations	
		2019	2018 Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 591 428	6 608 223
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(4 748 626)	(9 286 845)
Produit de cession	3	101 576	96 137
Amortissement	4	7 930 640	8 128 182
(Gain) perte sur cession	5	520 973	(47 322)
Réduction de valeur / Reclassement	6	28 174	
	7	3 832 737	(1 109 848)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(268 482)	
Variation des stocks de fournitures	9	(344 818)	(86 219)
Variation des autres actifs non financiers	10	(33 330)	(68 308)
	11	(646 630)	(154 527)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13	(2)	(23 921)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	7 777 533	5 319 927
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(68 545 346)	(73 662 674)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16	(234 327)	(436 926)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(68 779 673)	(74 099 600)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(61 002 140)	(68 779 673)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
			Redressé note 22
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 591 428	6 608 223
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	7 930 640	8 128 182
Autres			
- (Gain) Perte sur cession	3	520 973	(47 322)
-	4	28 174	328 962
	5	13 071 215	15 018 045
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	12 796 732	(2 193 851)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(2 003 767)	(5 850 014)
Revenus reportés	9	184 805	(11 789)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	226 500	(92 700)
Propriétés destinées à la revente	11	(268 482)	
Stocks de fournitures	12	(344 818)	(86 219)
Autres actifs non financiers	13	(33 330)	(68 308)
	14	23 628 855	6 715 164
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 748 626)	(9 286 845)
Produit de cession	16	101 576	96 137
	17	(4 647 050)	(9 190 708)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	(8 500)
Remboursement ou cession	19	210 000	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(139 098)	(125 328)
Cession	21		7 303 752
	22	70 902	7 169 924
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	9 686 604	13 495 816
Remboursement de la dette à long terme	24	(17 991 384)	(18 124 056)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(25 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	12 945	(33 501)
Autres			
- Ajustement taux conso Régie	27	21 202	
-	28		
	29	(8 270 633)	(4 686 741)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	10 782 074	7 639
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 980 519	1 972 880
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	1 980 519	1 972 880
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	12 762 593	1 980 519

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Baie-Comeau est un organisme municipal constitué et régit en vertu de la Loi sur les cités et villes du Québec (L.R.Q. no 37). Elle regroupe en une seule municipalité les municipalités ayant été constituées selon la Loi constituant en corporation la Ville de Baie-Comeau (1937, chapitre 120) et la Loi constituant en corporation la Ville de Hauterive (1950, chapitre 124) sous le nom de Ville de Baie-Comeau.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville et des organismes qu'elle contrôle. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants:

	Consolidation ligne par ligne	Valeur de consolidation
Croisières Baie-Comeau Inc.	x	
Corporation plein air Manicouagan inc.	x	
Club de hockey junior majeur de Baie-Comeau Inc.	x	
Société d'expansion de Baie-Comeau	x	

b) Partenariats

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses du partenariat auquel elle participe (73.59 % en 2019, 73.43 % en 2018). Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La municipalité participe au partenariat suivant:

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Consolidation ligne par ligne	Valeur de consolidation
Régie de gestion de matières résiduelles de Manicouagan	x	

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, les contestations d'évaluation, les réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Ville sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas du coût et de la valeur de remplacement; le coût étant essentiellement déterminé suivant la méthode du coût moyen.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode linéaire aux taux suivants:

Infrastructures	2,5%
Bâtiments	2,5%
Véhicules	5 à 10%
Ameublement & équipement	10 à 20%
Machinerie & outillage	5 à 10%

L'amortissement du réseau d'électricité se calcule sur le solde dégressif aux taux de 3 à 10%.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploités. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

E) Revenus

La Ville se doit d'utiliser la méthode de comptabilité d'exercice qui consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou toute autre façon.

a) TAXES

Ces revenus sont constatés lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

b) PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils font l'objet d'une demande de paiement.

c) SERVICES RENDUS

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

d) DROITS DE MUTATION IMMOBILIÈRE

Ces droits sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

e) AMENDES

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées sur la base des contraventions émises.

f) CESSION D'ACTIFS IMMOBILISÉS

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert. La date officielle est celle qui est stipulée au contrat ou lorsque la Ville ne peut plus bénéficier des avantages économiques rattachés à l'immobilisation.

g) TRANSFERTS

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

h) MODIFICATION AUX RÔLES D'EVALUATION FONCIÈRE ET DE LA VALEUR LOCATIVE

Les revenus de taxes et de paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés à partir des certificats émis par l'évaluateur et qui ont un effet rétroactif pour l'année visée par les états financiers.

i) CARRIÈRES ET SABLIERES

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

j) AUTRES REVENUS

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti ;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

Dans le cadre de l'application de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*, des DCTP peuvent avoir été renversées par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 10 262 593	3 458 365
Découvert bancaire	2 () ()	1 477 846
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 2 500 000	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 12 762 593	1 980 519
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 2 390 647	1 768 153
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 6 868 000	7 597 000
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 790 826	773 090
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12 742	742
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 28 969 788	29 281 226
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 10 274 110	20 255 476
Organismes municipaux	15 1 068 421	1 608 834
Autres		
-	16 1 966 374	3 081 952
- Retraitement Régie	17	865 673
	18 43 070 261	55 866 993
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 27 344 336	28 444 343
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 27 344 336	28 444 343
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 332 428	334 688
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24 223 958	223 958
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
- Avance à Club nautique	26 118 333	128 333
-	27	
	28 342 291	352 291
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		499 934
Autres placements	31	1 254 372	813 604
	32	1 254 372	1 313 538
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	1 254 372	813 604
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(5 408 600)	(5 320 300)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(2 281 200)	(2 143 000)
	37	<u>(7 689 800)</u>	<u>(7 463 300)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	3 236 100	2 769 100
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	185 200	184 500
Régimes à cotisations déterminées	40	21 581	22 677
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	45 499	43 948
	43	<u>3 488 380</u>	<u>3 020 225</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45	100 000	100 000
	46	100 000	100 000

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

La Ville de Baie-Comeau dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 20 000 00 \$ portant intérêt au taux préférentiel - 0.5%. Au 31 décembre 2019, le solde inutilisé est de 20 000 000 \$.

La Régie dispose de deux facilités de crédit, d'un montant autorisé de 1 000 000 \$ et de 3 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable le 30 juin 2020. Au 31 décembre 2019, aucun montant n'était utilisé.

La Corporation plein air Manicouagan dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 175 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel + 0 %, garanti par le cautionnement de la Ville de Baie-Comeau. Au 31 décembre 2019, le solde inutilisé est de 175 000 \$.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	3 778 273	4 009 034
Salaires et avantages sociaux	48	2 921 495	2 582 519
Dépôts et retenues de garantie	49	312 873	2 918 236
Provision pour contestations d'évaluation	50	41 323	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	906 972	776 756
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Intérêts courus à payer	53	632 168	644 978
- Provision règl. Club hockey	54	266 667	
- Redevances à payer	55	65 762	69 255
- Autres	56	72 512	1 034
-	57		
	58	8 998 045	11 001 812

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	222 803	93 390
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	1 513 327	1 475 014
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	30 657	30 587
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenus perçus d'avance	68	195 273	171 904
- Subvention perçue d'avance	69	189 630	195 990
-	70		
-	71		
	72	2 151 690	1 966 885

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

						2019	2018
13. Dette à long terme							
		Taux d'intérêt	Échéance				
		de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	3,60	2020	2039	73	95 594 519	102 506 470
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3,65	3,65	2020	2035	77	3 280 067	3 826 997
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,82	4,48	2020	2022	79	723 507	1 065 635
Autres	3,98	3,98	2020	2020	80	136 100	616 816
					81	99 734 193	108 015 918
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(42 071)	(54 901)
					83	99 692 122	107 961 017

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2020	84	92	9 980 500	100	290 309	109	125 180	117	10 395 989
2021	85	93	9 812 770	101	287 331	110	8 851	118	10 108 952
2022	86	94	7 094 317	102	178 291	111	2 978	119	7 275 586
2023	87	95	9 356 249	103		112	226	120	9 356 475
2024	88	96	5 517 537	104		113		121	5 517 537
2025 et +	89	97	57 112 078	105		114		122	57 112 078
	90	98	98 873 451	106	755 931	115	137 235	123	99 766 617
Intérêts et frais accessoires				107	(32 424)			124	(32 424)
	91	99	98 873 451	108	723 507	116	137 235	125	99 734 193

Note

	2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(50 112 250)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	(10 889 890)
	129	(61 002 140)
		(56 468 352)
		(12 311 321)
		(68 779 673)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	67 899 534	158	742 719	185		212	68 642 253
Eaux usées	131	45 968 523	159	702 917	186		213	46 671 440
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	63 073 654	160	95 167	187		214	63 168 821
Autres	133	28 869 528	161	32 026	188	2 156 026	215	26 745 528
Réseau d'électricité	134	10 782 838	162		189		216	10 782 838
Bâtiments	135	61 342 794	163	1 166 979	190		217	62 509 773
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	7 134 286	165	362 569	192	28 824	219	7 468 031
Ameublement et équipement de bureau	138	6 318 426	166	160 897	193		220	6 479 323
Machinerie, outillage et équipement divers	139	15 893 099	167	419 344	194	133 774	221	16 178 669
Terrains	140	11 417 821	168	119 399	195	2 102	222	11 535 118
Autres	141	199 064	169		196		223	199 064
	142	<u>318 899 567</u>	170	<u>3 802 017</u>	197	<u>2 320 726</u>	224	<u>320 380 858</u>
Immobilisations en cours	143	982 429	171	946 609	198	226 483	225	1 702 555
	144	<u>319 881 996</u>	172	<u>4 748 626</u>	199	<u>2 547 209</u>	226	<u>322 083 413</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	5 970 969	173	1 697 762	200		227	7 668 731
Eaux usées	146	21 181 091	174	1 149 213	201		228	22 330 304
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	22 430 076	175	1 580 913	202		229	24 010 989
Autres	148	11 284 818	176	898 735	203	1 789 778	230	10 393 775
Réseau d'électricité	149	6 520 067	177	165 895	204		231	6 685 962
Bâtiments	150	25 622 537	178	1 337 284	205		232	26 959 821
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	2 906 042	180	441 161	207	11 143	234	3 336 060
Ameublement et équipement de bureau	153	5 362 470	181	255 593	208		235	5 618 063
Machinerie, outillage et équipement divers	154	13 126 786	182	356 427	209	95 567	236	13 387 646
Autres	155	141 128	183	47 657	210		237	188 785
	156	<u>114 545 984</u>	184	<u>7 930 640</u>	211	<u>1 896 488</u>	238	<u>120 580 136</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>205 336 012</u>					239	<u>201 503 277</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240	4 949 042	243		245		247	4 949 042
Amortissement cumulé	241	(1 639 648)	244	(261 983)	246	()	248	(1 901 631)
Valeur comptable nette	242	<u>3 309 394</u>					249	<u>3 047 411</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250	313 777	
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	1 955 436	2 000 731
	253	2 269 213	2 000 731
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	2 269 213	2 000 731

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance			
- Assurances et divers	256	1 040 459	1 029 099
-	257		
-	258		
Autres			
- Oeuvre d'art SEBC	259	21 970	
-	260		
	261	1 062 429	1 029 099

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****18. Obligations contractuelles****A) Sites de neiges usées**

Les contrats d'entretien de ces sites totalisent 95 220 \$ pour l'année 2019 et totalisent 95 820 \$ pour 2020. Le contrat pour le site Marquette a été renouvelé en 2017 pour une période de cinq ans. Les contrats pour les deux sites ont été renouvelés en 2017 et 2018. Pour le site de Mingan, l'échéance est en 2021 et pour le site de Marquette en 2022.

B) Contrat de service

Les contrats de service totalisent 801 252 \$ pour l'année 2019. Pour les contrats en cours en 2020, cela totalisera 924 628 \$. Les échéances varient entre 2020 et 2023.

C) Location d'équipement et de machinerie

Les locations d'équipement et de machinerie totalisent 493 929 \$ pour l'année 2019 et totaliseront 592 237 \$ pour 2020. Les échéances varient entre 2022 et 2025 selon les contrats.

D) Entretien ménager

Les versements prévus pour les quinze (15) contrats d'entretien ménager totalisent 544 764 \$ pour l'année 2019. Les échéances varient selon les différents contrats (2021 à 2024). Le coût pour 2020 selon les contrats en cours est de 577 759 \$.

E) Transport en commun

Un contrat lie la Ville de Baie-Comeau pour le transport en commun. Le coût est payable par versements mensuels. Les dépenses totales du transport en commun représentent 647 894 \$ en 2019.

F) Transport adapté

Un contrat pour le transport adapté lie la Ville de Baie-Comeau jusqu'en 2019 inclusivement. Ce contrat est payable par versements mensuels. Les dépenses totales du transport adapté représentent un déboursé total de 615 672 \$ en 2019.

G) Régie de gestion de matières résiduelles

La Régie a octroyé des contrats pour une somme totale de 1 783 429 \$ pour le recouvrement temporaire de la cellule 3 et le creusage de la cellule 4. À la date des états financiers, des travaux pour une somme de 433 932 \$ avaient été réalisés et comptabilisés dans les états financiers. Le reste des travaux seront réalisés et comptabilisés au cours du prochain exercice.

Un règlement d'emprunt d'environ 3 millions de dollars a été déboursé en février 2020 notamment pour financer ses travaux.

19. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 2 098 856 \$ sur une période de 5 ans. L'échéancier pour le versement de ces intérêts est de 538 237 \$ en 2020, 437 719 \$ en 2021, 406 019 \$ en 2022, 374 668 \$ en 2023 et de 342 213 \$ en 2024.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

20. Passifs éventuels

S.O.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
S.A.E.P.	250 000	25 000	25 000
Corporation plein air Manicouagan	1 250 000	108 768	249 652
Corporation plein air Manicouagan	175 000		
Club social colombien de Hauterive	40 000		
Refuge animal Le Chapitou	36 459	25 432	31 734
	262	1 751 459	306 386

b) Auto-assurance**RECLAMATIONS D'ASSURANCE**

Au 31 décembre 2019, il y avait 53 dossiers pendants au Service des assurances et réclamations de la Ville. De ce nombre, 37 dossiers consistaient en des mises en demeure pour lesquelles aucun montant n'était précisé, 14 dossiers représentaient un compte à percevoir d'un tiers pour des biens endommagés de la Ville, 1 dossier représentait un compte à percevoir des assureurs pour des biens endommagés de la Ville et 2 dossiers étaient en instance judiciaire.

De l'avis de la direction, il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ces réclamations et le montant, le cas échéant, que la Ville pourrait être appelée à verser. Conséquemment, aucune provision concernant ces réclamations d'assurance ne figure aux livres.

c) Poursuites

Au cours de l'exercice, une action collective a été intentée contre la LHJMQ et ses équipes dont l'Organisme Club de hockey junior majeur de Baie-Comeau Inc. afin que les joueurs de hockey amateurs soient considérés comme des employés et soient rémunérés pour la période d'octobre 2011 à juin 2018. La direction de l'Organisme estime que le montant de la poursuite représente environ 3.8 millions de dollars pour leur club. L'Organisme conteste cette réclamation.

Une entente de principe a été publiée le 16 mai 2020 entre les plaignants et la LHJMQ. La somme à payer par le Club de hockey junior majeur de Baie-Comeau Inc. sera de 266 667 \$. Une provision a été imputée aux charges de l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

d) Autres

S.O.

21. Actifs éventuels

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

22. Redressement aux exercices antérieurs

Ville de Baie-Comeau

La Régie de gestion de matières résiduelles de Manicouagan était consolidée proportionnellement, ligne par ligne, à un pourcentage de 73.43 % en 2018. En 2019, ce pourcentage est modifié à 73.59 % en fonction de la participation réelle.

Les vacances à payer pour la période du 1 mai au 31 décembre ainsi que les banques de temps cumulé au 31 décembre n'étaient pas comptabilisées dans les exercices antérieurs. Le redressement vient donc augmenter les créiteurs de la Ville au 31 décembre 2018 pour un montant de 1 100 000 \$ et diminuer l'excédent accumulé au 1er janvier 2019 et 2018 du même montant.

Régie de gestion des matières résiduelles

Ce redressement touche le partenariat et le total consolidé.

Le partenaire a relevé que la démarcation des revenus de transferts du régime de compensation de Recyc-Québec était erronée. En conséquence, le solde de l'excédent accumulé au 1er janvier 2019 a été augmenté de 886 127 \$ correspondant à la quote-part de la Municipalité dans la compensation de l'exercice 2018, et les états financiers consolidés de l'exercice 2018 ont été retraités.

Le solde de l'excédent accumulé au 1er janvier 2018 a été augmenté d'un montant de 683 528 \$ correspondant à la quote-part de la Municipalité dans la compensation de l'exercice 2017.

Le poste "Transferts" à l'état consolidé des résultats de l'exercice 2018 a été augmenté de 202 599 \$ et l'excédent de l'exercice a été augmenté du même montant alors que les débiteurs ont été augmentés de 886 127 \$ au 31 décembre 2018.

Société d'expansion de Baie-Comeau

L'Organisme a relevé que le solde de l'actif net investi en immobilisations et autres actifs était erroné et devrait inclure les propriétés destinées à la revente conformément aux NCOSBLSP. En conséquence, le solde de l'actif net non affecté au 1er janvier 2019 a été diminué de 2 000 731 \$ et l'actif net investi en immobilisations et autres actifs a été augmenté du même montant correspondant à la valeur des propriétés destinées à la revente, et les états financiers de l'exercice 2018 ont été retraités.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25 AUTRES ORGANISMES PÉRIMUNICIPAUX ET SUPRAMUNICIPAUX

Municipalité régionale de comté (MRC)

La Ville est membre de la MRC de Manicouagan, organisme régional composé de neuf municipalités et ville. Cette MRC est responsable de la gestion de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu du code municipal du Québec. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les municipalités membres selon une des bases suivantes :

- Richesse foncière;
- Population;
- Nombre de logements;
- Dossier évaluation.

La quote-part versée à la MRC par la Ville pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2019 s'élève à 288 682 \$.

La partie de la dette de l'organisme attribuable à la Ville s'élevait, au 31 décembre 2019, à 0 \$.

26 ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

La pandémie du coronavirus (COVID-19) entraîne un ralentissement économique sur l'ensemble des marchés causant des impacts financiers potentiels pour la Ville. Cette pandémie a, entre autres, eu des impacts négatifs sur les marchés financiers, entraînant ainsi une baisse de valeur importante des placements du Régime de retraite de la Ville. En raison de l'importante incertitude économique, il est difficile d'en estimer de manière fiable l'incidence financière potentielle.

27 CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalizations 2018		Budget 2019	Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	43 898 205	45 427 430	45 469 273			45 469 273
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 611 668	2 920 460	2 928 851			2 906 975
Quotes-parts	3					2 282 567	
Transferts	4	1 593 869	1 063 550	1 860 272		2 161 219	2 943 092
Services rendus	5	17 506 708	21 593 570	19 421 528		1 157 064	20 412 295
Imposition de droits	6	604 250	547 300	667 373			667 373
Amendes et pénalités	7	714 832	607 000	741 433			741 433
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	386 917	292 010	546 172		56 951	603 123
Autres revenus	10	(173 868)	30 300	103 923		794 072	897 995
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	67 142 581	72 481 620	71 738 825		6 451 873	74 641 559
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	4 407 918		2 602 357		8 273	2 610 630
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	4 407 918		2 602 357		8 273	2 610 630
	21	71 550 499	72 481 620	74 341 182		6 460 146	77 252 189
Charges							
Administration générale	22	7 448 638	9 472 288	7 972 397	233 852	537 152	8 743 401
Sécurité publique	23	5 593 917	5 820 817	6 022 110	159 980		6 182 090
Transport	24	9 409 140	9 553 649	10 372 247	1 860 353		12 232 600
Hygiène du milieu	25	7 083 399	7 107 788	7 701 341	2 997 966	3 074 477	11 491 217
Santé et bien-être	26	396 444	418 070	428 730			428 730
Aménagement, urbanisme et développement	27	3 260 586	3 222 120	3 435 854	426 345	2 343 707	4 939 334
Loisirs et culture	28	8 431 134	8 876 725	9 070 075	989 201	4 734	10 064 010
Réseau d'électricité	29	12 767 175	16 975 522	13 824 965	265 630		14 090 595
Frais de financement	30	4 042 084	4 137 541	4 160 920		327 864	4 488 784
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	7 005 601	6 110 986	6 933 327	(6 933 327)		
	33	65 438 118	71 695 506	69 921 966		6 287 934	72 660 761
Excédent (déficit) de l'exercice	34	6 112 381	786 114	4 419 216		172 212	4 591 428

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 112 381	786 114	4 419 216	172 212	4 591 428
Moins: revenus d'investissement	2	(4 407 918)	()	(2 602 357)	(8 273)	(2 610 630)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 704 463	786 114	1 816 859	163 939	1 980 798
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	7 005 601	6 110 986	6 933 327	997 313	7 930 640
Produit de cession	5	96 137		24 053	77 523	101 576
(Gain) perte sur cession	6	230 814		(4 269)	525 242	520 973
Réduction de valeur / Reclassement	7				28 174	28 174
	8	7 332 552	6 110 986	6 953 111	1 628 252	8 581 363
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12				200 000	200 000
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15				200 000	200 000
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			188 600		188 600
Remboursement de la dette à long terme	17	(7 932 564)	(7 848 110)	(7 247 971)	(1 619 726)	(8 867 697)
	18	(7 932 564)	(7 848 110)	(7 059 371)	(1 619 726)	(8 679 097)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(358 706)	(244 000)	(651 311)	(51 077)	(702 388)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	3 462 390	2 890 500	3 374 449		3 374 449
Excédent de fonctionnement affecté	21					
Réserves financières et fonds réservés	22	(451 031)	(273 000)	(27 883)	(51 510)	(79 393)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(431 772)	(1 422 490)	(431 772)		(431 772)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	2 220 881	951 010	2 263 483	(102 587)	2 160 896
	26	1 620 869	(786 114)	2 157 223	105 939	2 263 162
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 325 332		3 974 082	269 878	4 243 960

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018		Réalizations 2019	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	4 407 918	2 602 357	8 273	2 610 630
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(80 161)	(107 902)	(9 011)	(116 913)
Sécurité publique	3	(158 093)	(580 851)	()	(580 851)
Transport	4	(4 867 949)	(569 898)	()	(569 898)
Hygiène du milieu	5	(2 685 493)	(2 812 104)	(319 312)	(3 131 416)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(55 272)	(178 358)	(50 339)	(228 697)
Loisirs et culture	8	(233 282)	(38 797)	()	(38 797)
Réseau d'électricité	9	(262 768)	(82 054)	()	(82 054)
	10	(8 343 018)	(4 369 964)	(378 662)	(4 748 626)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	(313 777)	()	(313 777)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	4 163 471	2 245 055		2 245 055
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	358 706	651 311	51 077	702 388
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16				
Réserves financières et fonds réservés	17	288 322	201 071		201 071
	18	647 028	852 382	51 077	903 459
	19	(3 532 519)	(1 586 304)	(327 585)	(1 913 889)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	875 399	1 016 053	(319 312)	696 741

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2018</u>		<u>2019</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	302 352	10 722 646	2 039 947	12 762 593
Débiteurs (note 5)	2	56 048 454	43 787 485	1 338 940	43 070 261
Prêts (note 6)	3	352 291	342 291		342 291
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 000 000	2 000 000	1 254 372	1 254 372
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7			100 000	100 000
	8	58 703 097	56 852 422	4 733 259	57 529 517
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 477 314	7 544 285	2 659 629	8 998 045
Revenus reportés (note 12)	12	1 966 885	2 151 690		2 151 690
Dette à long terme (note 13)	13	96 263 950	89 578 897	10 963 520	99 692 122
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	7 463 300	7 689 800		7 689 800
	15	115 171 449	106 964 672	13 623 149	118 531 657
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(56 468 352)	(50 112 250)	(8 889 890)	(61 002 140)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	182 354 584	179 771 439	21 731 838	201 503 277
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		313 777	1 955 436	2 269 213
Stocks de fournitures	19	1 279 363	1 609 281	38 118	1 647 399
Autres actifs non financiers (note 17)	20	984 601	987 165	75 264	1 062 429
	21	184 618 548	182 681 662	23 800 656	206 482 318
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	6 813 478	5 337 650	2 883 047	6 220 697
Excédent de fonctionnement affecté	23	656 387	2 105 221		2 105 221
Réserves financières et fonds réservés	24	1 357 842	2 154 294	108 525	2 262 819
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(855 259)	(423 488)		(423 488)
Financement des investissements en cours	26	2 314 923	2 421 891	99 327	2 521 218
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	117 862 825	120 973 844	11 819 867	132 793 711
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	128 150 196	132 569 412	14 910 766	145 480 178

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	16 566 250	16 979 882	18 142 270	17 519 058
Charges sociales	2	4 463 600	4 784 527	5 150 412	4 700 064
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	37 148 195	33 962 127	35 972 997	32 401 124
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	3 156 600	3 228 368	3 228 368	3 210 908
D'autres organismes municipaux	8			295 278	327 068
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	200			
D'autres tiers	10	61 141		32 586	
Autres frais de financement	11	919 601	932 552	932 552	893 430
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	2 572 053	2 390 635	108 068	91 987
Transferts	13			28 483	27 453
Autres	14	239 100	235 698	235 698	265 440
Autres organismes					
Transferts	15	457 780	474 850	474 850	8 811
Autres	16				446 046
Amortissement des immobilisations	17	6 110 986	6 933 327	7 930 640	8 128 182
Autres					
- Fiducie post-fermeture	18			128 559	88 480
-	19				
-	20				
	21	71 695 506	69 921 966	72 660 761	68 108 051

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Intérêts sur la dette à long terme	8
Autres charges	9
	10

Excédent (déficit) de l'exercice	11
---	----

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	12
Placements de portefeuille	13
Débiteurs	14
Prêts aux entreprises	15
Provision pour moins-value	16 () ()
	17
	18

Passifs

Créditeurs et charges à payer	19
Revenus reportés	20
Dette à long terme	21
	22

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23
Excédent (déficit) non affecté	24
	25

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	26
Supportant les engagements de prêts	27
	28

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2
	3

Charges

Frais de gestion	
Salaires	4
Créances douteuses	5
Autres frais de gestion	6
	7

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	8
-	9
-	10
-	11
-	12
-	13
	14
	15

Excédent (déficit) de l'exercice

16

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	17
Placements de portefeuille	18
Débiteurs	19
Provision pour créances douteuses	20 () ()
	21
Autres	22
	23

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24
Créditeurs et charges à payer	25
Revenus reportés	
Provenant de la gestion foncière	26
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27
Autres	28
Autres	29
	30
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 6 220 697	8 940 573
Excédent de fonctionnement affecté	2 2 105 221	656 387
Réserves financières et fonds réservés	3 2 262 819	1 825 938
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (423 488) (855 259)
Financement des investissements en cours	5 2 521 218	2 385 500
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 132 793 711	127 935 611
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	145 480 178	140 888 750
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 5 337 650	6 813 478
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10 883 047	2 127 095
	11 6 220 697	8 940 573
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
- Fonds auto assurance	12 545 811	656 387
- Budget 2020	13 1 559 410	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 2 105 221	656 387
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 2 105 221	656 387
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
-	33	
-	34	
-	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 1 079 195	725 756
Organismes contrôlés et partenariats	38 103 020	462 605
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	
Organismes contrôlés et partenariats	40 5 505	5 491
Montant non réservé		
Administration municipale	41 975 099	566 131
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
- Financ. act. fonctionnement	45 100 000	65 955
-	46	
	47 2 262 819	1 825 938
	48 2 262 819	1 825 938

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (194 318)	(388 632)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (3)	(176 772)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 (229 167)	(275 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()	()
<hr/>		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	54 (423 488)	(840 404)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()	()
Autres		
-	58 ()	()
-	59 ()	()
<hr/>		
	60 (423 488)	(840 404)
<hr/>		
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()	(14 855)
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres		
-	66 ()	()
-	67 ()	()
<hr/>		
	68 ()	(14 855)
<hr/>		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()	()
Autres		
-	72 ()	()
-	73 ()	()
<hr/>		
	74 ()	()
<hr/>		
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
<hr/>		
	80	
<hr/>		
	81 (423 488)	(855 259)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	2 521 218	2 385 500
Investissements à financer	83 () ()		
	84	2 521 218	2 385 500
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	201 503 277	205 336 012
Propriétés destinées à la revente	86	2 269 213	2 000 731
Prêts	87	342 291	352 291
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		499 934
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	204 114 781	208 188 968
Ajustements aux éléments d'actif	91		(1 785 672)
	92	204 114 781	206 403 296
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 () ()	99 692 122	107 961 017
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 () ()	42 071	54 901
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	27 344 336	28 097 205
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	780 898	1 451 028
	98 () ()	71 608 959	78 467 685
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ()	(287 889)	
	100 () ()	71 321 070	78 467 685
	101	132 793 711	127 935 611

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u>1</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2016 tel qu'exigé par la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

Date de la retraite normale: 65 ans

Date de la retraite anticipée et ajustements applicables: 55 ans

Les modalités suivantes s'appliquent aux participants inactifs qui prennent leur retraite:

Avant le 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction du pourcentage annuel indiqué ci-dessous entre 60 et 63 ans

Catégories 1 et 6: 4.50%

Catégories 2 et 7: 2.75%

Catégories 3 et 8 : 3.50%

À compter du 1er janvier 2014, voir les modalités suivantes applicables aux participants actifs pour cette période

Catégories 2 et 7

Avant le 1er janvier 1991: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 65 ans

Entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 2013: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 61.5 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

Catégories 3 et 8

Avant le 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 62 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

Catégories 1 et 6

Avant le 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 60 et 61.75 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 60 ans.

Catégories 4 et 9

Avant le 1er janvier 2005: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 59 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 59 et 61 ans.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Entre le 1er janvier 1991 et le 31 décembre 2013: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 58 ans et réduction par équivalence actuarielle (taux d'actualisation égal ou inférieur à 5.55 %) entre 58 et 60 ans.

À compter du 1er janvier 2014: Réduction de 1/4 % pour chaque mois d'anticipation avant 58 ans.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (5 320 300)	(5 540 700)
Charge de l'exercice	4 (3 236 100)	(2 769 100)
Cotisations versées par l'employeur	5 3 147 800	2 989 500
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(5 408 600)</u>	<u>(5 320 300)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 77 520 700	69 051 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>87 853 400</u>)	(<u>84 009 200</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (10 332 700)	(14 957 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>4 924 100</u>	<u>9 637 400</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (5 408 600)	(5 320 300)
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(5 408 600)</u>	<u>(5 320 300)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 <u>77 520 700</u>	<u>69 051 500</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>87 853 400</u>)	(<u>84 009 200</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>10 332 700</u>)	(<u>14 957 700</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 781 800	2 643 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u>2 781 800</u>	<u>2 643 800</u>
Cotisations salariales des employés	20 2 781 800	2 643 800
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 (1 289 700)	(1 225 200)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	22 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	23 1 492 100	1 418 600
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	24 1 042 400	774 600
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	25	
Variation de la provision pour moins-value	26	
Autres	27	
-	28	
-	29	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 <u>2 534 500</u>	<u>2 193 200</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 4 196 500	4 103 700
Rendement espéré des actifs	32 (3 494 900)	(3 527 800)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 <u>701 600</u>	<u>575 900</u>
Charge de l'exercice	34 <u>3 236 100</u>	<u>2 769 100</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 8 159 300	(539 100)
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (3 494 900)	(3 527 800)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 4 664 400	(4 066 900)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 930 500	586 400
Prestations versées au cours de l'exercice	40 4 127 600	4 705 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 77 520 700	69 051 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42 899 200	1 451 000
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 846 900	800 700
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 1 280 700	93 800
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,05 %	5,05 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,05 %	5,05 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (2 143 000)	(2 015 300)
Charge de l'exercice	56 (185 200)	(184 500)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 47 000	56 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(2 281 200)</u>	<u>(2 143 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 796 900)	(2 335 300)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 796 900)	(2 335 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (484 300)	192 300
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (2 281 200)	(2 143 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(2 281 200)</u>	<u>(2 143 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (1 796 900)	(2 335 300)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 <u>(1 796 900)</u>	<u>(2 335 300)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 86 600	87 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 <u>86 600</u>	<u>87 900</u>
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 <u>86 600</u>	<u>87 900</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 14 700	21 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>101 300</u>	<u>108 900</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 <u>83 900</u>	<u>75 600</u>
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>83 900</u>	<u>75 600</u>
Charge de l'exercice	87 <u>185 200</u>	<u>184 500</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 661 900	75 800
Prestations versées au cours de l'exercice	92 47 000	56 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 3,20 %	3,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 3,50 %	3,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,50 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,63 %	5,63 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 036	2 036
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM) a été mis en place par le gouvernement en 1975. Depuis 1989, les élus municipaux ne cotisent plus à ce régime, puisqu'il a été remplacé par le Régime de retraite des élus municipaux (RREM).

Retraite Québec a continué d'effectuer les paiements en vertu du RRMCM aux participants du régime et a puisé les sommes à même sa caisse de retraite jusqu'en novembre 2017, date de l'épuisement de la caisse. Depuis cette date, toutes les sommes payables en vertu du RRMCM sont devenues des prestations payables, selon les mêmes modalités, en vertu du Régime de prestations supplémentaires des maires et conseillers des municipalités (RPSMCM). Celles-ci sont financées par des contributions annuelles des municipalités concernées.

Pour ce faire, Retraite Québec a transmis une première facture en février 2017 et elle répétera annuellement l'envoi à chaque municipalité concernée. Ces factures sont établies en fonction de l'estimation de l'ensemble des paiements à effectuer au cours de l'année civile en cours et des pourcentages de répartition indiqués à l'annexe du Règlement publié à la Gazette officielle du Québec du 8 février 2017.

Le RPSMCM est considéré comme un régime d'avantages de retraite interemployeurs à prestations déterminées.

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	22 677
	21 581	22 677
	113	22 677

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	9

Description du régime

Créé en 1989, le RREM a remplacé le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM), qui était en vigueur depuis le 1er janvier 1975. Retraire Québec (anciennement LA CARRA) administre le RREM, mais c'est le ministre des affaires municipales et de l'Occupation du territoire qui est responsable de l'application de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux. Le RREM vise les membres du conseil municipal et de certains organismes supramunicipaux.

La participation des élus est obligatoire jusqu'à la fin du mandat, au plus tard, jusqu'au 30 décembre de l'année où ils auront 69 ans.

Le Régime de retraite des élus municipaux est un régime à prestations déterminées. Un tel régime garantit une rente de base dont le montant est fixé selon une formule de calcul établie.

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Cotisations des élus au RREM	117	13 501
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	118	45 499
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	43 948
	120	45 499

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2019	2019	2019	2018	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	42 432 580	42 452 573	42 452 573	40 853 846
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	42 432 580	42 452 573	42 452 573	40 853 846
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 849 850	2 834 633	2 834 633	2 847 852
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13				
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	145 000	182 067	182 067	167 189
Service de la dette	18				
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	2 994 850	3 016 700	3 016 700	3 015 041
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				29 318
	25				29 318
	26	2 994 850	3 016 700	3 016 700	3 044 359
	27	45 427 430	45 469 273	45 469 273	43 898 205

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	531 560	536 158	519 976
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	8 870	8 861	8 861
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31	41 090	41 089	41 089
	32	581 520	586 108	569 926
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	1 060 630	1 060 061	929 770
Cégeps et universités	34	252 460	252 381	221 297
Écoles primaires et secondaires	35	931 450	935 004	796 992
	36	2 244 540	2 247 446	1 948 059
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	2 826 060	2 833 554	2 517 985
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	48 770	48 764	47 966
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43		1 385	1 385
Taxes d'affaires	44			
	45	48 770	50 149	49 351
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	45 630	45 148	44 332
	48	45 630	45 148	44 332
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	2 920 460	2 928 851	2 611 668

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	1 000	1 000	
Sécurité publique				
Police	54			1 992
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56	11 797	11 797	
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	81 800	156 677	140 087
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	62 230	119 394	149 337
Transport adapté	62	320 000	325 706	321 119
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	352 172	352 172	
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	272 166	272 166	142 664
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72		164 338	161 412
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73		816 033	683 125
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79	5 189	5 189	
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			28 750
Rénovation urbaine	84	5 330	10 720	8 286
Promotion et développement économique	85	78 950	78 945	177 867
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	10 600	10 599	18 049
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	94 400	107 907	83 995
Autres	89	52 840	52 837	411 855
Réseau d'électricité	90			
	91	706 150	1 505 109	2 587 929
				2 328 538

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95	62 160	62 160	
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			972 477
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	492 183	492 183	2 091 133
Réseau de distribution de l'eau potable	108	18 916	18 916	4 780
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	2 016 134	2 016 134	1 337 428
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122	12 964	12 964	2 100
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124		8 273	133 601
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	2 602 357	2 610 630	4 541 519

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132	294 800	292 554	134 586
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138	62 600	62 609	265 208
	139	357 400	355 163	399 794
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 063 550	4 462 629	7 269 851

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180	15 000	15 000	15 000
	180	15 000	15 000	15 000
Réseau d'électricité	181			
	182	15 000	15 000	15 000

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	807 990	809 720	733 505
	186	807 990	809 720	733 505
Sécurité publique				
Police	187			
Sécurité incendie	188	88 700	232 188	119 646
Sécurité civile	189	270 570	268 542	268 955
Autres	190			
	191	359 270	500 730	388 601
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	115 620	111 070	56 628
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194		133	26 246
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195	130 000	125 353	132 261
Transport adapté	196	270 520	118 904	117 262
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200	516 140	355 460	332 397
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	15 000	9 926	20 080
Traitement des eaux usées	203			
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205			
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210			
	211	15 000	9 926	1 095 820
			828 151	1 115 900
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218		172 542	379 006
Autres	219			
	220		172 542	379 006
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	761 320	819 611	833 534
Activités culturelles				
Bibliothèques	222		51 333	73 446
Autres	223	118 850	110 226	97 529
	224	880 170	981 170	1 004 509
Réseau d'électricité	225	19 000 000	16 749 522	14 937 131
	226	21 578 570	19 406 528	18 891 049
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	21 593 570	19 421 528	18 906 049

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	97 300	117 875	78 469
Droits de mutation immobilière	229	400 000	549 498	525 781
Droits sur les carrières et sablières	230	50 000		
Autres	231			
	232	547 300	667 373	604 250
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	607 000	741 433	714 832
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			(8 500)
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	292 010	546 172	455 121
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		4 269	47 322
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		(520 973)	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	30 300	99 654	217 476
	245	30 300	103 923	264 798
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	530 440	528 317		528 317	539 736	643 605
Greffe et application de la loi	2	1 156 503	1 030 184	26 637	1 056 821	1 056 821	1 083 442
Gestion financière et administrative	3	3 798 565	3 791 143	203 484	3 994 627	4 520 360	4 043 181
Évaluation	4	629 150	608 861		608 861	608 861	584 963
Gestion du personnel	5	786 690	656 076	3 731	659 807	659 807	683 929
Autres							
-	6	2 570 940	1 357 816		1 357 816	1 357 816	1 354 818
-	7						
	8	9 472 288	7 972 397	233 852	8 206 249	8 743 401	8 393 938
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 201 216	3 140 598	21 318	3 161 916	3 161 916	3 089 141
Sécurité incendie	10	2 307 751	2 505 459	138 662	2 644 121	2 644 121	2 457 833
Sécurité civile	11	24 390	26 610		26 610	26 610	3 493
Autres	12	287 460	349 443		349 443	349 443	243 838
	13	5 820 817	6 022 110	159 980	6 182 090	6 182 090	5 794 305
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 048 564	2 613 205	1 702 862	4 316 067	4 316 067	3 746 840
Enlèvement de la neige	15	3 997 984	4 753 612	117 268	4 870 880	4 870 880	4 417 820
Éclairage des rues	16	351 255	175 585	8 852	184 437	184 437	210 083
Circulation et stationnement	17	450 759	463 881	26 594	490 475	490 475	516 785
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 551 284	1 295 971	4 674	1 300 645	1 300 645	1 253 233
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 153 803	1 069 993	103	1 070 096	1 070 096	1 048 561
	22	9 553 649	10 372 247	1 860 353	12 232 600	12 232 600	11 193 322

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 662 528	1 760 563	903 685	2 664 248	2 664 248	2 385 084
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 107 481	1 568 188	820 857	2 389 045	2 389 045	2 088 574
Traitement des eaux usées	25	780 146	703 284	448 161	1 151 445	1 151 445	1 101 695
Réseaux d'égout	26	1 116 282	1 183 382	819 641	2 003 023	2 003 023	2 091 184
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	768 563	814 850	5 622	820 472	1 099 327	805 489
Élimination	28	519 910	519 902		519 902	1 032 957	1 128 754
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	170 660	170 660		170 660	170 660	191 932
Tri et conditionnement	30	119 470	119 462		119 462	119 462	105 935
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	860 100	860 093		860 093	860 093	896 710
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	2 648	957		957	957	936
Autres	39						
	40	7 107 788	7 701 341	2 997 966	10 699 307	11 491 217	10 796 293
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	273 600	290 671		290 671	290 671	261 505
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	144 470	138 059		138 059	138 059	134 939
	44	418 070	428 730		428 730	428 730	396 444
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 570 373	1 789 266	37 058	1 826 324	1 826 324	1 688 450
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	184 180	184 179		184 179	359 572	214 283
Tourisme	49	955 197	906 206	389 130	1 295 336	2 197 078	2 312 816
Autres	50	194 750	251 705	157	251 862	251 862	71 763
Autres	51	317 620	304 498		304 498	304 498	380 261
	52	3 222 120	3 435 854	426 345	3 862 199	4 939 334	4 667 573

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 284 046	1 311 026	8 769	1 319 795	1 319 795	1 255 339
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 986 586	3 263 410	102 168	3 365 578	3 370 312	3 120 371
Piscines, plages et ports de plaisance	55	528 360	474 694	19 082	493 776	493 776	500 845
Parcs et terrains de jeux	56	190 556	226 681	253 130	479 811	479 811	459 487
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	1 319 995	1 176 105	115 129	1 291 234	1 291 234	1 054 559
	60	6 309 543	6 451 916	498 278	6 950 194	6 954 928	6 390 601
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	575 699	644 327	59 733	704 060	704 060	611 290
Bibliothèques	62	1 024 908	1 038 304	37 584	1 075 888	1 075 888	1 110 412
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	151 627	152 851	7 697	160 548	160 548	128 526
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	814 948	782 677	385 909	1 168 586	1 168 586	1 173 742
	66	2 567 182	2 618 159	490 923	3 109 082	3 109 082	3 023 970
	67	8 876 725	9 070 075	989 201	10 059 276	10 064 010	9 414 571
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68	16 975 522	13 824 965	265 630	14 090 595	14 090 595	13 020 199
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	3 056 341	3 060 400		3 060 400	3 388 264	3 318 138
Autres frais	70	161 600	167 968		167 968	167 968	219 838
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	755 600	785 500		785 500	785 500	651 500
Autres	72	164 000	147 052		147 052	147 052	241 930
	73	4 137 541	4 160 920		4 160 920	4 488 784	4 431 406
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	6 110 986	6 933 327	(6 933 327)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Baie-Comeau

Code géographique : 96020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS
NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	783 288	783 288	2 521 792
	Usines de traitement de l'eau potable	2			
	Usines et bassins d'épuration	3	1 076 629	1 076 629	106 259
	Conduites d'égout	4			816 953
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		319 317	226 004
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	95 167	95 167	2 490 347
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8			
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	32 026	32 026	27 297
	Autres infrastructures	11	12 964	12 964	4 391
	Réseau d'électricité	12	13 982	13 982	209 612
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	1 629 562	1 629 562	1 331 739
	Édifices communautaires et récréatifs	14	49 187	49 187	
Améliorations locatives					
		15			
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	293 765	293 765	150 290
	Ameublement et équipement de bureau	18	132 622	141 633	78 287
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	131 373	131 373	602 783
	Terrains	20	119 399	119 399	12 500
	Autres	21		50 334	708 591
		22	4 369 964	4 748 626	9 286 845

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	783 288	783 288	2 521 792
	Usines de traitement de l'eau potable	24			
	Usines et bassins d'épuration	25	1 076 629	1 076 629	106 259
	Conduites d'égout	26			816 953
	Autres infrastructures	27	140 157	459 474	2 748 039
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28			
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31			
	Autres infrastructures	32			
	Autres immobilisations	33	2 369 890	2 429 235	3 093 802
		34	4 369 964	4 748 626	9 286 845

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	79 571 575	2 253 324	9 435 042	72 389 857
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	79 571 575	2 253 324	9 435 042	72 389 857
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	28 444 343	565 280	1 665 287	27 344 336
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	28 444 343	565 280	1 665 287	27 344 336
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	28 444 343	565 280	1 665 287	27 344 336
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	28 444 343	565 280	1 665 287	27 344 336
	19	108 015 918	2 818 604	11 100 329	99 734 193
Dette en cours de refinancement	20	()			()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	108 015 918	2 818 604	11 100 329	99 734 193

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	89 578 897
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	100 000
--	---	---------

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	27 344 336
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	2 421 891
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	59 912 670
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	16	10 155 296

Endettement net à long terme	17	70 067 966
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	70 067 966
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	70 067 966
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	110 803	108 068	91 987
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	178 683		
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	2 282 567	2 282 567	
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 572 053	2 390 635	91 987

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019***Non audité*

		2019	2018
Rémunération	1	1 052	112 199
Charges sociales	2	258	29 218
Biens et services	3	4 368 654	8 201 601
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 369 964	8 343 018

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	41,00	35,00	74 620,00	3 948 920	1 127 011	5 075 931
Professionnels	2	48,00	30,00	74 880,00	958 964	133 464	1 092 428
Cols blancs	3	86,00	35,00	156 520,00	4 365 582	1 435 512	5 801 094
Cols bleus	4	69,00	40,00	143 520,00	5 982 527	1 654 648	7 637 175
Policiers	5						
Pompiers	6	41,00	40,00	85 280,00	1 423 969	365 626	1 789 595
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	285,00		534 820,00	16 679 962	4 716 261	21 396 223
Élus	9	9,00			300 972	68 524	369 496
	10	294,00			16 980 934	4 784 785	21 765 719

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	445 100				445 100
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	352 172	492 183			844 355
Réseau de distribution de l'eau potable	13		18 916			18 916
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	272 166	2 016 134			2 288 300
Autres	16	728 225	137 733			865 958
	17	1 797 663	2 664 966			4 462 629

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	1 312 981	1 234 050
	4	1 312 981	1 234 050
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	811 610	816 195
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14	66 877	49 620
	15	878 487	865 815
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	986 727	963 205
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	375 617	327 908
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	43 820	46 633
	26	1 406 164	1 337 746
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	31 654	37 452
Promotion et développement économique	33	281 488	301 910
Autres	34		
	35	313 142	339 362
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	13 683	14 502
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	186 668	195 731
	39	200 351	210 233
Réseau d'électricité			
	40	49 795	54 878
	41	4 160 920	4 042 084

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2	19 000 000	16 749 522
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6	19 000 000	16 749 522
			14 937 131
Charges			
Achat d'énergie	7	14 800 000	11 987 436
Taxe sur le revenu brut	8		10 893 657
Frais d'exploitation	9	2 175 522	1 837 529
Autres frais	10		1 873 518
Frais de financement	11	49 800	49 795
Amortissement des immobilisations	12	253 098	265 630
	13	17 278 420	14 140 390
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15	17 278 420	14 140 390
			13 075 077
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	1 721 580	2 609 132
			1 862 054
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17	253 098	265 630
Produit de cession	18		253 024
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21	253 098	265 630
			253 024
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32	253 098	265 630
			253 024
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	1 974 678	2 874 762
			2 115 078

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Élus, rémunération VBC	219 769	81 203

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 40 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 41 \$

b) Dépenses d'investissement 42 \$

c) Total des frais encourus admissibles 43 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 44 _____

b) Date d'adoption de la résolution 45 _____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI**NON**

46 47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

48 _____ 2019-363

49 _____ 2019-10-21

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Baie-Comeau

Code géographique : 96020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

À la trésorière de la Ville de Baie-Comeau,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (état) de la **VILLE DE BAIE-COMEAU** (Ville) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et les villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Mallette S.E.N.C.R.L.*¹

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

Baie-Comeau, Canada
Le 22 juin 2020

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A128584

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	45 469 273
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	11 745 941
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	182 067
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>33 541 265</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 770 719 200
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 773 448 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 772 083 800</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 8 9 2 8 / 100 \$

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Baie-Comeau

Code géographique : 96020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	43 534 370
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	43 534 370

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	3 235 140
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	145 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	3 380 140
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	3 380 140
	27	46 914 510

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	543 960
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	8 870
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	43 880
	5	596 710

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 095 290
Cégeps et universités	7	260 770
Écoles primaires et secondaires	8	962 090
	9	2 318 150

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	2 914 860

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	48 770
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	46 860
Taxes d'affaires	17	
	18	95 630

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	3 010 490

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 1 117 180 817	X 5 1,7700	/100\$ 6 19 774 110				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 141 361 794	X 8 1,7700	/100\$ 9 2 502 110				
Immeubles non résidentiels	10 267 529 439	X 11 3,9500	/100\$ 12 10 567 420				
Immeubles industriels	13 241 796 250	X 14 4,3300	/100\$ 15 10 469 780				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 5 362 900	X 20 4,0200	/100\$ 21 215 590				
Immeubles agricoles	22 302 600	X 23 1,7700	/100\$ 24 5 360				
Total			25 43 534 370	26 ()	27 ()	28	29 43 534 370
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	[2 4 4] , [7 5] \$
Égout	2	[] [] [] , [] [] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[] [] [] , [] [] \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Compensation tenant lieu de taxes	0,5000	1	Art. 10 règl. taxation

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	46 914 510
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 022 126
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	145 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	34 747 384

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	1 773 533 800
----	---------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	1 , 9 5 9 2 /100 \$
----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	10 567 420	10 469 780		215 590	2 502 110	5 360
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	705 282				772 234	1 888
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	11 272 702	10 469 780		215 590	3 274 344	7 248

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	19 774 110			43 534 370
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	1 755 736			3 235 140
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	21 529 846			46 769 510

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27 _____	2019-12-17	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>76 302 861 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>7 330 160 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>3 699 470 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>1 559 410 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Jeanie Caron , atteste que le rapport financier consolidé de Baie-Comeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-06-22.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Baie-Comeau.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Baie-Comeau consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Baie-Comeau détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-06-18 19:30:17

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Baie-Comeau

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Réalizations 2018		Budget 2019	Réalizations 2019		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	67 142 581	72 481 620	71 738 825	6 451 873	74 641 559
Investissement	2	4 407 918		2 602 357	8 273	2 610 630
	3	71 550 499	72 481 620	74 341 182	6 460 146	77 252 189
Charges	4	65 438 118	71 695 506	69 921 966	6 287 934	72 660 761
Excédent (déficit) de l'exercice	5	6 112 381	786 114	4 419 216	172 212	4 591 428
Moins : revenus d'investissement	6	(4 407 918)	()	(2 602 357)	(8 273)	(2 610 630)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 704 463	786 114	1 816 859	163 939	1 980 798
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	7 005 601	6 110 986	6 933 327	997 313	7 930 640
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			188 600		188 600
Remboursement de la dette à long terme	10	(7 932 564)	(7 848 110)	(7 247 971)	(1 619 726)	(8 867 697)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(358 706)	(244 000)	(651 311)	(51 077)	(702 388)
Excédent (déficit) accumulé	12	2 579 587	1 195 010	2 914 794	(51 510)	2 863 284
Autres éléments de conciliation	13	326 951		19 784	830 939	850 723
	14	1 620 869	(786 114)	2 157 223	105 939	2 263 162
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 325 332		3 974 082	269 878	4 243 960

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2018	2019	2018
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	302 352	10 722 646	12 762 593
Débiteurs	2	56 048 454	43 787 485	43 070 261
Placements de portefeuille	3	2 000 000	2 000 000	1 254 372
Autres	4	352 291	342 291	442 291
	5	58 703 097	56 852 422	57 529 517
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	96 263 950	89 578 897	99 692 122
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	7 463 300	7 689 800	7 463 300
Autres	9	11 444 199	9 695 975	11 149 735
	10	115 171 449	106 964 672	118 531 657
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(56 468 352)	(50 112 250)	(61 002 140)
Actifs non financiers				
Immobilisations	12	182 354 584	179 771 439	201 503 277
Autres	13	2 263 964	2 910 223	4 979 041
	14	184 618 548	182 681 662	206 482 318
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	6 813 478	5 337 650	6 220 697
Excédent de fonctionnement affecté	16	656 387	2 105 221	2 105 221
Réserves financières et fonds réservés	17	1 357 842	2 154 294	2 262 819
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (855 259) (423 488) (423 488) (
Financement des investissements en cours	19	2 314 923	2 421 891	2 521 218
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	117 862 825	120 973 844	132 793 711
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	128 150 196	132 569 412	145 480 178

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Fonds auto assurance	23	545 811	656 387
- Budget 2020	24	1 559 410	
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	2 105 221	656 387
Organismes contrôlés et partenariats	33		
	34	2 105 221	656 387
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	2 154 294	1 357 842
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	108 525	468 096
	37	4 368 040	2 482 325

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	59 912 670
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	70 067 966

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
		Total	Total
		consolidé	consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	72 389 857	79 571 575
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	27 344 336	28 444 343
Autres	8		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	99 734 193	108 015 918

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019	
		Administration	Administration	Administration	Total
		municipale	municipale	municipale	consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	43 898 205	45 427 430	45 469 273	45 469 273
Compensations tenant lieu de taxes	12	2 611 668	2 920 460	2 928 851	2 906 975
Quotes-parts	13				
Transferts	14	1 593 869	1 063 550	1 860 272	2 943 092
Services rendus	15	17 506 708	21 593 570	19 421 528	20 412 295
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	1 319 082	1 154 300	1 408 806	1 408 806
Autres	17	213 049	322 310	650 095	1 501 118
	18	67 142 581	72 481 620	71 738 825	74 641 559
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	4 407 918		2 602 357	2 610 630
Autres	22				
	23	4 407 918		2 602 357	2 610 630
	24	71 550 499	72 481 620	74 341 182	77 252 189

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	9 472 288	7 972 397	233 852	8 206 249	8 743 401	8 393 938
Sécurité publique							
Police	2	3 201 216	3 140 598	21 318	3 161 916	3 161 916	3 089 141
Sécurité incendie	3	2 307 751	2 505 459	138 662	2 644 121	2 644 121	2 457 833
Autres	4	311 850	376 053		376 053	376 053	247 331
Transport							
Réseau routier	5	6 848 562	8 006 283	1 855 576	9 861 859	9 861 859	8 891 528
Transport collectif	6	1 551 284	1 295 971	4 674	1 300 645	1 300 645	1 253 233
Autres	7	1 153 803	1 069 993	103	1 070 096	1 070 096	1 048 561
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	4 666 437	5 215 417	2 992 344	8 207 761	8 207 761	7 666 537
Matières résiduelles	9	2 438 703	2 484 967	5 622	2 490 589	3 282 499	3 128 820
Autres	10	2 648	957		957	957	936
Santé et bien-être	11	418 070	428 730		428 730	428 730	396 444
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 570 373	1 789 266	37 058	1 826 324	1 826 324	1 688 450
Promotion et développement économique	13	1 334 127	1 342 090	389 287	1 731 377	2 808 512	2 598 862
Autres	14	317 620	304 498		304 498	304 498	380 261
Loisirs et culture	15	8 876 725	9 070 075	989 201	10 059 276	10 064 010	9 414 571
Réseau d'électricité	16	16 975 522	13 824 965	265 630	14 090 595	14 090 595	13 020 199
Frais de financement	17	4 137 541	4 160 920		4 160 920	4 488 784	4 431 406
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	65 584 520	62 988 639	6 933 327	69 921 966	72 660 761	68 108 051
Amortissement des immobilisations	20	6 110 986	6 933 327	(6 933 327)			
	21	71 695 506	69 921 966	0	69 921 966	72 660 761	68 108 051

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3